

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 40.780/2/V

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 26 juin 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant modification de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police", a donné le 19 juillet 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

Les articles 2, 3 et 4, de l'arrêté royal en projet modifient divers articles de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (arrêté royal PJPol) relatifs aux dispositions particulières propres à la mobilité au sein de ou vers ¹ la police fédérale.

Ces dispositions ont essentiellement pour objet de permettre au commissaire général d'habiliter un directeur général d'une direction générale de la police fédérale à pouvoir lui-même décider, à la place du commissaire général ², quel est le candidat, émanant soit de la police fédérale, soit d'un corps de police locale, qui est le plus apte à occuper un emploi à attribuer par mobilité au niveau de la police fédérale ³ et à procéder ensuite à la désignation de ce candidat dans l'emploi en question, le cas échéant, après qu'il a été procédé par l'autorité de nomination à la désignation ou à l'engagement du candidat qui est membre d'un corps de police locale.

(1) Est ainsi concrètement visée ("vers") la mobilité d'un membre d'un corps de police locale vers la police fédérale.

(2) Voir les articles VI.II.38, VI.II.39 et VI.II.40 PJPol dans leur version actuelle.

(3) Il est à noter que les règles actuellement applicables en matière de mobilité au sein de ou vers un corps de police locale ne sont pas modifiées par les dispositions en projet.

L'article 7 de l'arrêté royal en projet tend à modifier les règles applicables à la procédure de démission volontaire d'un membre du personnel de la police fédérale ou d'un corps de police locale ⁴ afin de conférer la compétence d'accepter la démission volontaire soit au commissaire général ou au directeur général qu'il désigne, s'il s'agit d'un membre de la police fédérale, soit au chef de corps ou au "service" qu'il désigne, s'il s'agit d'un membre d'un corps de police locale. Une exception à cette règle est toutefois prévue lorsque la démission volontaire peut s'accompagner de l'obligation pour le membre du personnel de payer une indemnité de départ. La compétence en la matière reste alors réservée, comme c'est le cas de manière générale actuellement, au ministre, ou, selon le cas, au bourgmestre ou au collègue de police.

Il est fait état, dans les documents annexés à la demande d'avis, de ce que les modifications ainsi envisagées sont motivées par "une rationalisation et une simplification des procédures administratives ⁵".

Même s'il ne s'agit que de procéder à une certaine déconcentration des "prises de décision" en matière de mobilité et de démission volontaire de l'emploi, il n'en reste pas moins que la détermination de l'autorité habilitée à décider en la matière fait partie des règles statutaires relatives à l'organisation de la mobilité des membres de la police fédérale ou d'un corps de police locale et à la cessation des fonctions, et que ces matières font partie intégrante du statut administratif au sens de l'article 3, 1°, a), de la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police et de l'article 2, 9° et 14°, de l'arrêté royal du 8 février 2001 déterminant les réglementations de base au sens de l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi du 24 mars 1999, précitée.

Il s'ensuit que l'arrêté royal en projet doit être soumis à la négociation syndicale, comme l'ont par ailleurs été les dispositions de l'arrêté royal PJPol dont la modification est envisagée.

(4) Voir l'actuel article IX.I.9. PJPol qui prévoit l'accord de l'autorité de nomination.

(5) Le procès-verbal de la réunion du conseil consultatif des bourgmestres du 2 février 2005 fait encore état de ce qui suit : "le projet d'arrêté royal vise une très large simplification administrative par une déconcentration des prises de décision qui sont le plus souvent liées entre elles. Certaines décisions doivent en effet être prises directement par le Ministre et cela prend du temps".

C'est sous réserve de l'accomplissement de cette formalité préalable que le présent avis est donné.

Préambule

À l'alinéa 2, afin d'assurer la cohérence avec les phrases liminaires des divers articles en projet, il convient d'ajouter l'abréviation "(PJPol)" après les mots "des services de police".

Observation générale

Même si les diverses dispositions de l'arrêté royal PJPol qui sont modifiées par l'arrêté royal en projet ne constituent pas des éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police au sens de l'article 184 de la Constitution et de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses dispositions relatives aux services de police ⁶, il n'en reste pas moins que l'article 121 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, confie au Roi le pouvoir de fixer les modalités du statut des membres du personnel du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique.

⁽⁶⁾ Voir, notamment, l'article 136 de la loi du 26 avril 2002, précitée, qui ne reprend pas, parmi les dispositions de l'arrêté royal PJPol que la loi confirme, les diverses dispositions qui sont modifiées par l'arrêté royal en projet.

Au regard de la jurisprudence de la section d'administration du Conseil d'État en la matière ⁷, il est dès lors douteux que la compétence décisionnelle en matière de mobilité au sein de ou vers la police fédérale puisse, en cas de recours juridictionnel, être considérée, compte tenu des implications que les décisions prises peuvent avoir sur la carrière des intéressés, comme une simple mesure d'exécution ou de détail que le Roi pourrait, en l'absence de toute habilitation légale expresse en ce sens, autoriser le commissaire général à subdéléguer à l'un des directeurs généraux de la police fédérale.

Une telle subdélégation de pouvoir ne pourrait se concevoir que s'il est établi que la compétence de décision ainsi subdéléguée par le commissaire général à l'un des directeurs généraux ne trouve à s'exercer que dans le cadre d'une compétence liée. Or, tel n'est manifestement pas le cas des articles 2 et 4 de l'arrêté en projet qui modifient les articles VI.II.38. et VI.II.40. de l'arrêté royal PJPol., en application desquels le choix du candidat considéré comme le plus apte pour l'emploi à attribuer par mobilité est effectué, non pas sur la base d'une condition objective, telle que la plus grande ancienneté, mais après comparaison des titres et mérites respectifs des candidats ^{8 9}.

(7) Voir, notamment : arrêt CRABBE, n° 24.514 du 27 juin 1984, A.P.T., 1985, p. 133 et s., avec les observations de F. Koekelberg. Voir, également, l'avis de la section de législation 30.951/2, donné le 16 mars 2001, sur un projet d'arrêté devenu l'arrêté royal du 30 mars 2001 (arrêté PJPol), précité, dans lequel la section de législation a également rappelé que des subdélégations ne peuvent être admises que dans la mesure où elles ne portent que sur des aspects très secondaires et spécifiques aux services en question (Moniteur belge du 31 mars 2001, 3^e ed.).

(8) La comparaison des titres et mérites des candidats est :

- obligatoire, en ce qui concerne les emplois pour officiers ou pour les membres du personnel du cadre administratif et logistique du niveau A;
- et facultative, pour les autres emplois (article VI.II.22. de l'arrêté royal PJPol).

(9) Et, le cas échéant, nomination par le Roi préalablement à la désignation dans l'emploi à attribuer par mobilité, s'il s'agit de désigner un membre de la police locale dans un emploi d'officier de la police fédérale (articles VI.II.38. et II.I.11. de l'arrêté royal PJPol).

Le Conseil d'État n'aperçoit par ailleurs pas la raison pour laquelle, par opposition au principe général de droit du parallélisme des compétences, l'autorité dorénavant compétente pour statuer, dans certaines circonstances, sur une demande de démission volontaire, ne serait plus l'autorité de nomination, comme c'est le cas actuellement, mais l'une des autorités visées au nouvel article IX.I.9. de l'arrêté PJPol (article 7 de l'arrêté en projet). A fortiori en va-t-il ainsi de la faculté de subdélégation prévue à l'alinéa premier de la disposition en projet.

L'attention des auteurs de l'arrêté en projet est, en conséquence, attirée sur la fragilité des articles 2, 4 et 7 dudit arrêté, en cas de contestations devant la section d'administration du Conseil d'État ou des cours et tribunaux de l'ordre judiciaire. C'est donc sous réserve de la présente observation générale que sont formulées les observations particulières qui suivent.

Observations particulières

1. Les articles 5, 6, 7 et 8 de l'arrêté en projet prévoient d'attribuer certaines compétences au chef de corps "ou au service qu'il désigne".

Il est rappelé qu'une délégation de pouvoirs ne peut, par définition, être attribuée qu'à une personne, physique ou morale, qui seule, peut valablement poser des actes juridiques. Il y a donc lieu de désigner un fonctionnaire déterminé ou un organe déterminé et non un "service" non doté de la personnalité juridique ¹⁰.

Les articles 5, 6, 7 et 8 seront revus en conséquence.

2.1. Les articles 7 et 8 de l'arrêté en projet font référence, dans leur version française, au "directeur général du personnel" et, dans leur version néerlandaise, au "directeur-generaal van het personeel".

⁽¹⁰⁾ Voir l'avis 30.951/2 (observation générale V) ,précité, et l'avis 32.835/2, donné le 20 février 2002, sur un avant-projet devenu la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police (Doc. parl., Chambre, session 2002-2003, n° 1683/1, p. 76).

Cependant, en exécution de l'article 93 de la loi du 7 décembre 1998, précitée, l'article 7, 4°, de l'arrêté royal du 3 septembre 2000 concernant le commissaire général et les directions générales de la police fédérale prévoit, dans sa version française, l'existence d'une "direction générale des ressources humaines", et dans sa version néerlandaise, celle d'une "algemene directie personeel".

D'une part, il y a lieu de constater qu'il existe une discordance entre les versions française et néerlandaise de l'article 7, 4°, et que cette discordance devrait être levée.

D'autre part, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur le projet de loi portant modification de divers textes relatifs à la police intégrée, adopté par la Chambre le 11 mai 2006 ¹¹ et non évoqué par le Sénat ¹². L'article 13 de ce projet, qui remplace l'article 93 de la loi du 7 décembre 1998 précitée, et dont l'entrée en vigueur doit être fixée par le Roi ¹³, prévoit que la police fédérale ne comprend plus que "trois directions générales, à savoir la direction générale de la police administrative, la direction générale de la police judiciaire et la direction générale de l'appui et de la gestion".

2.2. Par ailleurs, l'article 11 de l'arrêté royal du 3 septembre 2000, précité, qui définit les missions attribuées à la direction générale des ressources humaines, prévoit que cette direction est, notamment, chargée des missions suivantes :

- 1°) la mobilité des membres du personnel du service de police intégré, structuré à deux niveaux;
- 2°) la gestion de la carrière, y compris les propositions de promotions des membres du personnel de la police fédérale, à l'exception des désignations au grade de commissaire général, de directeur général et de directeur.

(11) Doc. parl., Chambre, session 2005-2006, n° 2332/5.

(12) Doc. parl., Sénat, session 2005-2006, n° 1710/1.

(13) Voir l'article 54 du projet.

Même si l'arrêté royal du 3 septembre 2000, précité, est destiné à être adapté à la suite de l'entrée en vigueur prochaine de la loi portant modification de divers textes relatifs à la police intégrée ¹⁴, il convient que les auteurs du projet d'arrêté veillent, dès à présent, à assurer la cohérence entre les deux textes.

Une observation analogue vaut pour la cohérence avec l'arrêté royal du 20 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police.

3. Il résulte de l'article 10 de l'arrêté en projet que l'arrêté entrera immédiatement en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

⁽¹⁴⁾ Notamment afin de prendre en considération le fait que l'article 93, tel que remplacé, de la loi du 7 décembre 1998, précitée, ne prévoit plus que trois directions générales, parmi lesquelles ne figure plus la direction générale des ressources humaines.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
	G. VANDERSANDEN,	assesseur de la section législation,
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme L. VANCRAVEBECK, auditeur adjoint.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 40.780/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 26 juni 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten", heeft op 19 juli 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

De artikelen 2, 3 en 4 van het ontworpen koninklijk besluit wijzigen verscheidene artikelen van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (koninklijk besluit RPPol) die betrekking hebben op de bijzondere bepalingen die specifiek gelden voor de mobiliteit binnen of naar ¹ de federale politie.

Die bepalingen strekken er voornamelijk toe de commissaris-generaal in staat te stellen een directeur-generaal van een algemene directie van de federale politie te machtigen zelf te beslissen, in plaats van de commissaris-generaal ², welke gegadigde, die ofwel van de federale politie komt, ofwel van een korps van de lokale politie, het geschiktst is om een bij mobiliteit te verlenen betrekking bij de federale politie te vervullen ³, en die gegadigde vervolgens in die betrekking aan te stellen, in voorkomend geval nadat de benoemingsgerechtigde overheid de gegadigde die lid is van een korps van de lokale politie, aangewezen of in dienst genomen heeft.

(1) Aldus ("naar") wordt concreet mobiliteit van een lid van een lokaal politiekorps naar de federale politie beoogd.

(2) Zie de artikelen VI.II.38, VI.II.39 en VI.II.40 RPPol in hun huidige versie.

(3) Op te merken valt dat de regels die thans gelden inzake mobiliteit binnen of naar een korps van de lokale politie niet door de ontworpen bepalingen gewijzigd worden.

Artikel 7 van het ontworpen koninklijk besluit strekt ertoe de regels die van toepassing zijn op de procedure voor vrijwillig ontslag van een personeelslid van de federale politie of van een korps van de lokale politie ⁴ te wijzigen, zodat de bevoegdheid om in te stemmen met het vrijwillig ontslag ofwel toevertrouwd wordt aan de commissaris-generaal of aan de directeur-generaal die hij aanwijst, wanneer het gaat om een lid van de federale politie, ofwel aan de korpschef of aan de "dienst" die hij aanwijst, wanneer het gaat om een lid van een korps van de lokale politie. Er wordt evenwel voorzien in een uitzondering op die regel wanneer het vrijwillig ontslag gepaard kan gaan met de verplichting voor het personeelslid om een vertrekvergoeding te betalen. De bevoegdheid terzake blijft dan in handen van de minister, zoals thans over het algemeen het geval is, of, naargelang van het geval, in handen van de burgemeester of het politiecollege.

In de stukken die bij de adviesaanvraag zijn gevoegd wordt gesteld dat rationalisering en vereenvoudiging van de administratieve procedures de redenen zijn voor de aldus voorgenomen wijzigingen ⁵.

Ook al gaat het louter om het bewerkstellingen van enige deconcentratie van de "beslissingen" inzake mobiliteit en vrijwillig ontslag uit het ambt, het bepalen van de overheid die gemachtigd wordt terzake te beslissen valt toch onder de rechtspositionele regels betreffende de organisatie van de mobiliteit van de leden van de federale politie of van een korps van de lokale politie en betreffende de neerlegging van het ambt, en die materies maken een noodzakelijk deel uit van het administratief statuut in de zin van artikel 3, 1°, a), van de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten en van artikel 2, 9° en 14°, van het koninklijk besluit van 8 februari 2001 tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van artikel 3, eerste lid, 1°, van de voornoemde wet van 24 maart 1999.

(4) Zie het huidige artikel IX.I.9. RPPol dat voorziet in de toestemming van de benoemingsgerechtigde overheid.

(5) In de notulen van de vergadering van de adviesraad van de burgemeesters d.d. 2 februari 2005 staat voorts nog het volgende : "het ontwerp van koninklijk besluit (beoogt) een zeer ruime administratieve vereenvoudiging (...) door een deconcentratie van de beslissingen die meestal onderling met elkaar verbonden zijn. Sommige beslissingen moeten immers rechtstreeks door de Minister genomen worden en dat vraagt tijd".

Daaruit volgt dat over het ontworpen koninklijk besluit onderhandeld moet worden met de vakbonden, zoals dat ook geschied is voor de bepalingen van het koninklijk besluit RPPol waarvan de wijziging wordt nagestreefd.

Dit advies wordt gegeven onder voorbehoud dat aan dat voorafgaande vormvereiste wordt voldaan.

Aanhef

Ter wille van de samenhang met de inleidende zinnen van de verschillende ontworpen artikelen, behoort in het tweede lid de afkorting "(RPPol)" te worden ingevoegd na de woorden "van de politiediensten".

Algemene opmerking

Ook al vormen de verschillende bepalingen van het koninklijk besluit RPPol die door het ontworpen koninklijk besluit gewijzigd worden geen essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten in de zin van artikel 184 van de Grondwet en van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten ⁶, dat neemt niet weg dat de bevoegdheid om de nadere regels van het statuut van de personeelsleden van het operationeel en het administratief en logistiek kader te bepalen, bij artikel 121 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus aan de Koning wordt toevertrouwd.

⁽⁶⁾ Zie inzonderheid artikel 136 van de voornoemde wet van 26 april 2002, waarin de verschillende bepalingen die gewijzigd worden bij het ontworpen koninklijk besluit niet vermeld worden als bepalingen van het koninklijk besluit RPPol die bij de wet bevestigd worden.

Ten aanzien van de rechtspraak van de afdeling administratie van de Raad van State in dezen ⁷, valt dan ook te betwijfelen of, in geval van een rechterlijk beroep, de beslissingsbevoegdheid inzake mobiliteit binnen of naar de federale politie, gezien de gevolgen die de genomen beslissingen kunnen hebben voor de loopbaan van de betrokkenen, als een loutere uitvoeringsmaatregel of een maatregel betreffende een detailkwestie beschouwd kan worden, waarbij de Koning, zonder enige uitdrukkelijke wettelijke machtiging in die zin, de commissaris-generaal zou mogen machtigen bevoegdheid over te dragen aan één van de directeurs-generaal van de federale politie.

Zulk een subdelegatie van bevoegdheid is maar denkbaar indien vaststaat dat de beslissingsbevoegdheid die aldus door de commissaris-generaal overgedragen wordt aan één van de directeurs-generaal alleen maar uitgeoefend vermag te worden in het kader van een gebonden bevoegdheid. Dat is echter kennelijk niet het geval met de artikelen 2 en 4 van het ontworpen besluit, die de artikelen VI.II.38. en VI.II.40. van het koninklijk besluit RPPol wijzigen en luidens welke de keuze van de gegadigde die het geschiktst wordt geacht voor de door mobiliteit te verlenen betrekking niet op basis van een objectieve voorwaarde zoals meer anciënniteit geschiedt, maar na vergelijking van de respectieve aanspraken en verdiensten van de gegadigden ⁸⁹.

(7) Zie inzonderheid: arrest CRABBE, nr. 24.514 van 27 juni 1984, APT, 1985, blz. 133 e.v., met de opmerkingen van F. Koekelberg. Zie ook het advies van de afdeling wetgeving 30.951/2, gegeven op 16 maart 2001, over een ontwerp van besluit dat het voornoemde koninklijk besluit van 30 maart 2001 (besluit RPPol) is geworden, waarin de afdeling wetgeving er tevens op heeft gewezen dat subdelegatie alleen kan worden aanvaard in zoverre ze betrekking heeft op zeer secundaire aspecten die specifiek zijn voor de betrokken diensten (Belgisch Staatsblad van 31 maart 2001, 3e uitg.).

(8) Vergelijking van de aanspraken en verdiensten van de gegadigden is :

- verplicht bij de betrekkingen voor officieren en voor personeelsleden van het administratief en logistiek kader van niveau A;
- facultatief bij de overige betrekkingen (artikel VI.II.22. van het koninklijk besluit RPPol).

(9) En, in voorkomend geval, benoeming door de Koning vóór de aanwijzing in de door mobiliteit te verlenen betrekking wanneer het gaat om aanwijzing van een lid van de lokale politie in een betrekking van officier van de federale politie (artikelen VI.II.38. en II.I.11. van het koninklijk besluit RPPol).

Het is de Raad van State overigens niet duidelijk waarom, in strijd met het algemeen rechtsbeginsel van het parallelisme van de bevoegdheden, de overheid die voortaan bevoegd is om in bepaalde omstandigheden uitspraak te doen over een aanvraag om vrijwillig ontslag, niet meer de benoemingsgerechtigde overheid zou zijn, zoals dat thans het geval is, maar één van de overheden genoemd in het nieuwe artikel IX.I.9. van het besluit RPPol (artikel 7 van het ontworpen besluit). Dat geldt a fortiori voor de mogelijkheid van subdelegatie waarin het eerste lid van de ontworpen bepaling voorziet.

De aandacht van de stellers van het ontworpen besluit wordt bijgevolg gevestigd op de kwetsbaarheid van de artikelen 2, 4 en 7 van het genoemde besluit in geval van betwistingen vóór de afdeling administratie van de Raad van State of vóór gewone hoven of rechtbanken. De volgende bijzondere opmerkingen worden bijgevolg gemaakt onder voorbehoud van deze algemene opmerking.

Bijzondere opmerkingen

1. De artikelen 5, 6, 7 en 8 van het ontworpen besluit wijzen bepaalde bevoegdheden toe aan de korpschef "of de door deze (lees : hem) aangewezen dienst".

Er wordt aan herinnerd dat delegatie van bevoegdheid per definitie slechts aan één enkele persoon, een natuurlijk persoon of een rechtspersoon, mag worden verleend, die als enige op geldige wijze rechtshandelingen kan stellen. Er moet bijgevolg een welbepaald ambtenaar of een welbepaalde instantie aangewezen worden, doch niet een "dienst", die geen rechtspersoonlijkheid bezit ¹⁰.

De artikelen 5, 6, 7 en 8 moeten dienovereenkomstig worden herzien.

⁽¹⁰⁾ Zie het voornoemde advies 30.951/2 (alg. opm. V), en advies 32.835/2, gegeven op 20 februari 2002 over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten (Gedr. St., Kamer, zitting 2002-2003, nr. 1683/1, blz. 76).

2.1. In de Franse versie van de artikelen 7 en 8 van het ontworpen besluit wordt verwezen naar de "directeur général du personnel", en in de Nederlandse versie naar de "directeur-generaal van het personeel".

Desalnietemin wordt, ter uitvoering van artikel 93 van de genoemde wet van 7 december 1998, in de Franse versie van artikel 7, 4°, van het koninklijk besluit van 3 september 2000 met betrekking tot de commissaris-generaal en de algemene directies van de federale politie bepaald dat er een "direction générale des ressources humaines" is, en in de Nederlandse versie dat er een "algemene directie personeel" bestaat.

Enerzijds moet vastgesteld worden dat er een discrepantie bestaat tussen de Franse en de Nederlandse versie van artikel 7, 4°, die moet worden verholpen.

Anderzijds wordt de aandacht van de steller van het ontwerp gevestigd op het wetsontwerp tot wijziging van bepaalde teksten betreffende de geïntegreerde politie, goedgekeurd door de Kamer op 11 mei 2006 ¹¹ en niet geëvoceerd door de Senaat ¹². Artikel 13 van dat ontwerp, dat artikel 93 van de voornoemde wet van 7 december 1998 vervangt, en waarvan de inwerkingtreding vastgesteld moet worden door de Koning ¹³, bepaalt dat de federale politie nog slechts "drie algemene directies, zijnde de algemene directie bestuurlijke politie, de algemene directie gerechtelijke politie en de algemene directie van de ondersteuning en het beheer" omvat.

2.2. Bovendien is die directie luidens artikel 11 van het genoemde koninklijk besluit van 3 september 2000, dat bepaalt welke opdrachten worden toegewezen aan de algemene directie personeel, in het bijzonder met de volgende opdrachten belast:

⁽¹¹⁾ Gedr. St., Kamer, zitting 2005-2006, nr. 2332/5.

⁽¹²⁾ Gedr. St., Senaat, zitting 2005-2006, nr. 1710/1.

⁽¹³⁾ Zie artikel 54 van het ontwerp.

- 1°) de mobiliteit van de personeelsleden van de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;
- 2°) het beheer van de loopbaan, met inbegrip van de bevorderingsvoorstellen, van de personeelsleden van de federale politie, met uitzondering van de aanwijzingen tot commissaris-generaal, tot directeur-generaal en tot directeur.

Ook al zal het genoemde koninklijk besluit van 3 september 2000 aangepast moeten worden als gevolg van de nakende inwerkingtreding van de wet tot wijziging van bepaalde teksten betreffende de geïntegreerde politie ¹⁴, de stellers van het ontwerp van besluit moeten nu reeds waken over de samenhang tussen de beide teksten.

Een soortgelijke opmerking geldt voor de samenhang met het koninklijk besluit van 20 november 2001 tot vaststelling van de nadere regels inzake de mobiliteit van het personeel van de politiediensten.

3. Uit artikel 10 van het ontworpen besluit blijkt dat het besluit onmiddellijk in werking treedt op de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding bepaald door artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, dient in beginsel te worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde eenieder een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

⁽¹⁴⁾ Onder meer om rekening te houden met het feit dat artikel 93 van de voornoemde wet van 7 december 1998, zoals dat vervangen is nog slechts in drie algemene directies voorziet, waarvan de algemene directie personeel geen deel meer uitmaakt.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
	G. VANDERSANDEN,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. L. VANCRAYEBECK, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS